

Les débats du Congrès de Stuttgart

Christian Rakovsky

Source : Initialement publié dans «Viitorul social», 1^{ère} année, n° 2, septembre 1907, p. 121-138.
Cristian Racovski : scrieri social-politice (1900-1916). Bucarest : Editura Politica, 1977, pp. 86-106. Traduction et note MIA.

I.

Le congrès de Stuttgart est le septième congrès socialiste international et le cinquième auquel je prends part comme délégué. Voici précisément quatorze ans, alors que j'étais encore un très jeune étudiant, je représentais à Zurich l'Union social-démocrate bulgare, fondée par nous, quelques étudiants socialistes de Genève, avec le concours d'amis de Bulgarie. Ce fut à Zurich que je vis, pour la première fois, réunis plusieurs des représentants les plus éminents du socialisme roumain, dont je connaissais déjà certains pour les avoir rencontrés à Paris, d'autres à Bucarest. Le mouvement socialiste roumain se présentait alors comme une force unie et redoutable, vers laquelle nous, qui œuvrions dans les autres pays balkaniques, nous tournions nos regards avec sympathie et respect. Le Parti socialiste roumain était lui-même fier de « servir de pionnier aux idées socialistes dans l'Orient européen », ainsi que l'énonçait le rapport de la délégation roumaine au précédent congrès, tenu à Bruxelles en 1891.

À ce premier souvenir lointain s'en ajoutent d'autres. À l'occasion du congrès de Zurich, j'assistai pour la première fois au déroulement d'une manifestation ouvrière rassemblant plusieurs milliers de personnes, qui défilèrent dans un calme absolu et un ordre parfait. La grande mission du congrès de Zurich était de resserrer les liens entre les mouvements socialistes des divers pays et de tracer nettement la ligne de démarcation entre la doctrine socialiste et la doctrine anarchiste, contraignant les représentants de cette dernière à quitter l'assemblée. Le congrès de Zurich affirma, une fois de plus, la nécessité pour la classe ouvrière de conquérir le pouvoir politique, c'est-à-dire l'État, en vue de son émancipation.

Le grand événement du congrès de Zurich fut l'apparition de Friedrich Engels le jour de sa clôture. Ce fut un moment inoubliable. Les délégués et le public des galeries étaient debout et, par de longues ovations, rendirent hommage au grand théoricien du socialisme, à l'ami et au collaborateur de Karl Marx, à l'un des militants de la grande Association internationale. Il semblait que la joie délirante qui nous transportait ne dût jamais finir, voyant au milieu de nous l'un de ceux dont les écrits avaient ouvert des voies nouvelles à l'humanité. Lorsque les applaudissements s'apaisèrent, Engels prit la parole et nous écoutâmes tous dans un silence religieux les dernières paroles que le vénérable vieillard prononça en public avant de disparaître. Engels retraça brièvement, successivement en français, en anglais et en allemand, l'histoire de la célèbre Internationale qui, de 1864 à 1872, avait concentré en elle le mouvement ouvrier de tous les pays. La réaction politique générale consécutive à la défaite de la Commune entraîna sa dissolution, ainsi que celle de ses sections de France et d'Allemagne. Mais, peu à peu, l'Internationale retrouva ses forces et commença à s'étendre et à s'implanter si profondément dans la vie politique et sociale des peuples que sa dislocation, que son individualisation par États et nations, s'imposa comme une nécessité. Un comité directeur, siégeant à Londres, pouvait encore diriger les quelques dizaines de milliers

d'adhérents que comptait la vieille Internationale dans les différents pays. Mais cette tâche devint impossible lorsque le nombre des socialistes se chiffra par centaines de milliers. Les partis socialistes nationaux prirent la place de l'ancienne Internationale, mais son idéal et ses méthodes de lutte demeurèrent. « *L'émancipation de la classe ouvrière doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.* » Ce mot d'ordre de l'Internationale prit, à la lumière des luttes et des événements qui suivirent la disparition de l'association, le caractère d'une véritable philosophie du mouvement socialiste moderne. L'application de ce principe constitue la garantie des victoires du socialisme.

Lorsque nous nous réunîmes trois ans plus tard, en 1896, au congrès de Londres, Engels n'était plus. Du pittoresque rocher d'Eastbourne, au bord de la Manche, où je passai l'été après le congrès, je contemplais l'océan infini dans lequel les amis de notre maître, fidèles à ses dernières volontés, avaient dispersé les cendres de sa dépouille. Ainsi disparurent ses traces terrestres, mais sa grande âme continue de vivre au milieu de nous.

Le congrès de Londres peut être considéré comme la continuation de celui de Zurich. Il mit encore mieux en lumière, par ses résolutions, les traits distinctifs du mouvement socialiste. C'est à Londres qu'il fut décidé que seules pourraient être admises aux congrès socialistes internationaux les organisations qui reconnaissent les principes de la lutte de classe et de la lutte politique, y compris la lutte parlementaire. Pour nous, délégués venus du continent, le congrès de Londres nous apporta un enseignement supplémentaire. Nous vîmes là, dans leur réalité concrète, les organisations ouvrières gigantesques que sont les trade-unions anglaises. Un spectacle inoubliable et fortifiant nous fut offert par le cortège auquel participèrent plus de cent mille travailleurs et par l'immense meeting d'Hyde Park, où, sur douze tribunes, des milliers d'orateurs de tous les pays s'adressèrent à la foule.

Le congrès de Paris, en 1900, et celui d'Amsterdam, en 1904, eurent une portée différente. Les événements de France et l'entrée inattendue d'[un socialiste](#) dans le ministère Waldeck-Rousseau soulevèrent, au sein de l'Internationale, la question de la participation des socialistes à un gouvernement bourgeois. Des idées nouvelles, connues sous le nom de révisionnisme, cherchèrent à imprimer à notre mouvement une orientation nouvelle. Le but des révisionnistes était de substituer à la lutte de classe une collaboration entre les classes et de remplacer l'idéal socialiste de transformation de la société par un idéal démocratique de réformes partielles. Ces tendances furent vaincues et complètement neutralisées. Le caractère socialiste du mouvement ouvrier triompha, et ceux qui voulaient nous pousser vers la droite ne réussirent qu'à éclairer le prolétariat sur le danger considérable qu'il y aurait pour lui à s'engager dans la voie des compromis avec les partis bourgeois.

Trois années s'étaient écoulées depuis le congrès d'Amsterdam, qui avait déblayé le terrain en éliminant définitivement le révisionnisme. Durant cette période, le parti socialiste accomplit dans différents pays des progrès nouveaux et considérables. Tour à tour, nous avons enregistré de brillantes victoires socialistes aux élections en France, en Angleterre, en Autriche, en Finlande, en Russie, en Suède et en Norvège. Ces succès n'ont été contrebalancés qu'en partie par les défaites apparentes de nos camarades d'Allemagne, d'Italie et de Suisse. Je dis apparentes, car le nombre des voix socialistes a augmenté considérablement, tandis que, dans certains cas, le mode de scrutin ou d'autres circonstances ont provoqué une diminution du nombre des mandats obtenus.

Pour donner une idée plus claire de la force parlementaire du parti socialiste dans les différents pays, nous allons dresser un tableau du nombre des députés socialistes des pays affiliés à la commission socialiste interparlementaire.

L'Autriche vient en tête de tous, avec 87 députés socialistes. Viennent ensuite :

Pays	Nombre de députés
Finlande	80
France	52
Allemagne	43
Belgique	30
Grande-Bretagne	30
Italie	25
Danemark	24
Suède	15
Norvège	10
Luxembourg	7
Pays-Bas	6
Colombie britannique	3
Suisse (Conseil fédéral)	2
Serbie	1
Argentine	1

Cette liste ne comprend ni les députés socialistes de la défunte Douma russe, ni ceux des différents parlements provinciaux de Suisse, d'Allemagne, des États-Unis, etc.

Mais c'est dans l'augmentation considérable du nombre des organisations syndicales que l'on peut mesurer la croissance extraordinaire du mouvement ouvrier et socialiste dans le monde entier. On estime à au moins douze millions le nombre des travailleurs qui, directement ou indirectement, sont enrôlés sous le drapeau socialiste. Au congrès d'Amsterdam, leur nombre n'était évalué qu'à huit millions. Une autre preuve de l'extension du mouvement socialiste nous est fournie par l'adhésion de nouveaux pays au Bureau socialiste international. Le Japon s'était affilié au congrès d'Amsterdam. Au congrès de Stuttgart, outre la Roumanie qui, après six ans d'absence, reprend sa place dans l'armée socialiste, adhèrent au Bureau international la Colombie britannique, l'Afrique du Sud, le Chili et les organisations socialistes arméniennes de Turquie.

Voici, classés selon leur nombre de délégués, les pays qui ont participé au congrès de Stuttgart :

Pays	Nombre de délégués
Allemagne	289
Angleterre	123
France	78
Autriche	75
Russie	63
Bohême	41
Pologne	30
Belgique	27
Hongrie	25
États-Unis	22
Suisse	21
Suède	19
Danemark	17
Italie	13
Pays-Bas	9
Norvège	8
Espagne	6
Bulgarie	5
Roumanie	4
Argentine	3
Australie	2
Finlande	2
Japon	1
Serbie	1
Afrique du Sud	1

Soit un total de 884 délégués. Ces chiffres ne représentent pas encore le nombre des peuples représentés. Ainsi, la délégation russe comprend, outre les représentants de la nation russe proprement dite, des représentants des organisations socialistes du Caucase, de Lituanie et du Bund juif.

La croissance qualitative de la force morale du mouvement socialiste s'est élevée dans une proportion encore plus significative que la croissance quantitative de ses forces numériques. Cette élévation morale, nous la devons, en premier lieu, à l'amélioration des méthodes de lutte, grâce à l'influence de la révolution russe. Il y a deux ans, les succès et les luttes héroïques du prolétariat russe ont bouleversé les masses prolétariennes de tous les pays, mais plus particulièrement celles des pays voisins de la Russie. Sans même parler de notre jeune mouvement, qui s'est réveillé au fracas des fusillades de Pétersbourg en janvier 1905, nous devons attribuer à la révolution russe la lutte décisive et victorieuse entreprise par le prolétariat autrichien pour la conquête du suffrage universel. Mais, au-delà de ces effets manifestes des événements de Russie, il en est d'autres, imperceptibles au premier abord, qui se révèlent dans tous les pays par un désir d'action immédiate et efficace. Ceux-ci se sont manifestés au congrès de Stuttgart et plus

particulièrement dans les discussions sur le militarisme. Dans tous les discours et dans toutes les déclarations, même les plus modérées, comme celle de [Vollmar](#), se dégage une assurance et une confiance sans bornes dans la puissance du socialisme international. Et puisque cette question a suscité les débats les plus passionnés au sein du congrès, comme dans la presse, nous lui donnerons la priorité dans notre compte rendu.

II.

Notons d'abord que, selon la coutume habituelle, le congrès s'est divisé en quatre sections, correspondant aux quatre questions inscrites à l'ordre du jour. Dans ces commissions, dont les séances étaient publiques pour tous les délégués et pour l'ensemble de la presse socialiste, et où toutes les nations avaient leurs représentants, s'est accompli le travail le plus important et le plus délicat du congrès : l'élaboration des résolutions, qui furent ensuite votées en séances plénières, après de brèves discussions.

La commission antimilitariste se trouvait en présence de quatre résolutions : trois françaises et une allemande. La première, celle de la fédération de l'Yonne, ou d'[Hervé](#), se distingue des autres tant par ses prémisses que par ses conclusions. Nous la reproduisons donc intégralement.

« Le Congrès, considérant que peu importe aux prolétaires l'étiquette nationale et gouvernementale des capitalistes qui les exploitent, que l'intérêt de classe des travailleurs est, sans diversion possible, la lutte contre le capitalisme international, répudie le patriotisme bourgeois et gouvernemental qui affirme mensongèrement l'existence d'une communauté d'intérêts entre tous les habitants d'un même pays ; affirme que le devoir des socialistes de tous pays est de ne se battre que pour instituer le régime collectiviste ou communiste et le défendre lorsqu'ils auront réussi à l'établir, et, en présence des incidents diplomatiques qui, de divers côtés, menacent la paix de l'Europe, invite tous les citoyens à répondre à toute déclaration de guerre, de quelque côté qu'elle vienne, par la grève militaire et l'insurrection. »¹

Cette résolution, proposée au congrès de Nancy, n'avait recueilli que trente à quarante voix sur cinq cent six. L'autre résolution française, adoptée à Nancy, propose pour empêcher les guerres et les conflits internationaux les moyens suivants :

« Une action préparée, ordonnée et combinée, qui mette en chaque pays, tout d'abord dans les pays concernés, et suivant les circonstances en activité, toute l'énergie et tout l'effort de la classe ouvrière et du parti socialiste pour la prévention et l'empêchement de la guerre par tous les moyens, depuis l'intervention parlementaire, l'agitation publique, les manifestations populaires, jusqu'à la grève générale ouvrière et à l'insurrection. »

Cette motion fut soutenue à Stuttgart par [Vaillant](#) et [Jaurès](#). La troisième proposition française, celle de la minorité de Nancy, conduite par [Guesde](#), après avoir mis en évidence l'impuissance des moyens proposés par Hervé,

« Déclare que la seule campagne contre le militarisme et pour la paix qui ne soit pas une utopie ou un péril, est une campagne socialiste qu'organisent les travailleurs du monde entier pour la destruction du capitalisme et qu'en attendant, c'est par la réduction de service militaire pour suivre internationalement, par le refus simultané de tout crédit pour la guerre, la marine et les colonies, et par l'armement général du peuple substitué à l'armée permanente que pourront être conjurés, dans la mesure du possible, les conflits internationaux, restant entendu que, dès que les événements pourraient faire craindre un conflit, le Bureau International aurait à se réunir et à faire le nécessaire. »

¹ Pour la traduction des extraits des résolutions et des interventions orales cités par Rakovsky, nous utilisons ici la version officielle publiée dans : *VIIe Congrès Socialiste International tenu à Stuttgart du 16 au 24 août 1907*. Secrétariat du Bureau Socialiste international. Bruxelles : Imprimerie-Lithographie Veuve Désiré Brismée, 1908. Il est d'ailleurs intéressant de constater les différences entre ce compte-rendu officiel et les notes sans doute prises sur le vif par Rakovsky et rapportées ici.

La quatrième résolution proposée est celle des Allemands, qui, ayant été adoptée presque intégralement, nous la reproduisons plus loin, comme document, avec toutes les autres résolutions adoptées par le congrès. Sur la base de ces propositions, la discussion s'engagea au sein de la commission antimilitariste. D'emblée, il faut souligner que la thèse d'Hervé fut rejetée à l'unanimité, non par crainte de son caractère extrêmement révolutionnaire, mais parce qu'elle est purement puérile. Sous ses apparences logiques, elle est, au fond, pleine de contradictions. Ainsi, tandis que, d'une part, Hervé déclare que le prolétariat ne doit prendre part à aucune guerre – en dehors de la défense du futur régime collectiviste –, il applaudit, d'autre part, les Marocains qui défendent leur territoire contre les « bandits français » – comme il s'exprime lui-même –, ce qui provoqua de la part d'un délégué français cette ironie bien légitime : « *Les hervéistes marocains, s'ils existaient, devraient destituer Hervé comme anti-hervéiste* ». Ainsi Hervé, sans s'en rendre compte, ne parle que des guerres de conquête, contre lesquelles tous les socialistes s'accordent à dire qu'il faut les empêcher par tous les moyens possibles et compatibles avec le mouvement socialiste. Comme l'a très justement observé Jaurès, on a beaucoup exagéré l'importance de l'hervéisme, qui, même en France, a beaucoup régressé ces derniers temps. D'autres, comme [Vandervelde](#), n'ont reconnu à l'hervéisme que la valeur d'un « coup de semonce » ; celle d'avoir attiré, en d'autres termes, l'attention des socialistes sur la question antimilitariste. Ce à quoi [Adler](#) répliqua : « *Si Vandervelde croit qu'Hervé est le seul en son genre, il se trompe. Nous lui enverrons plusieurs spécimens analogues d'Autriche.* »

Le premier qui prit la parole sur l'antimilitarisme fut [Bebel](#). « *Les idées d'Hervé ne sont pas nouvelles ; avant lui, elles ont été défendues par le socialiste hollandais Domela [Nieuwenhuis](#).* » Concernant l'antipatriotisme hervéiste, Bebel démontre qu'il y a là un malentendu et que le parti socialiste s'oppose au patriotisme et au chauvinisme bourgeois, mais qu'en même temps, il défend, plus que tout autre parti politique, l'individualité de chaque peuple, qui a le droit de vivre et de se développer librement et indépendamment. « *Le XXe siècle sera le siècle de l'Internationale, alors que le XIXe siècle a été celui des nationalités.* » « *Ne nous méprenons pas – poursuit Bebel – sur les paroles contenues dans le Manifeste communiste, où il est dit que les prolétaires n'ont pas de patrie. Engels a expliqué plus tard le véritable sens de ces mots. Les prolétaires n'ont pas de patrie là où ils n'ont pas de droits, mais là où ils ont conquis des droits et des libertés, ils ont une patrie, qu'ils doivent maintenir et agrandir.* »² Ainsi, selon Bebel, comme selon tout socialiste, la patrie n'est pas un vain mot, mais un ensemble de droits et de libertés qui rend possible le développement des luttes prolétariennes.

Bebel condamne ensuite la propagande antimilitariste d'Hervé. « *Si, véritablement, cette propagande devait diminuer – comme il le prétend – la puissance militaire de défense de la France, cela multiplierait les risques de guerre, au lieu de les réduire. Une France affaiblie tenterait bien davantage le militarisme allemand qu'une France puissante.* »³ Enfin, tout en admettant que la résolution allemande peut être amendée pour parvenir à une entente générale, Bebel rejette les moyens de lutte proposés par la résolution de Nancy, non par principe, mais par opportunité. « *Si nous proposons ces moyens de lutte en Allemagne, oralement ou par écrit, le parti tomberait sous les coups du Code pénal. Faut-il en conclure – poursuit Bebel – que les socialistes allemands ne veulent rien faire ? Non, nous ne voulons pas la guerre, nous avons toujours tout fait pour l'empêcher. Toujours, devant toute demande d'augmentation des crédits militaires ou de toute espèce d'entreprises coloniales, nous nous sommes opposés. Le général Liebert a déclaré qu'on ne peut faire une grande guerre sans l'appui d'un mouvement populaire. C'est pourquoi nous opposons à toute action militariste la puissance de nos trois millions deux cent cinquante mille électeurs. On l'a vu dans l'affaire du Maroc, quand le gouvernement a interdit la conférence de Jaurès à Berlin. Nous sommes contre la guerre, nous cherchons à établir le système des milices. Le général Moltke disait qu'on peut facilement donner un fusil au peuple, mais non pas aussi facilement le lui reprendre. C'est vrai. Nous votons contre les budgets militaires et opposons la puissance de nos trois millions de camarades aux entreprises belliqueuses du gouvernement. Si un conflit éclate entre les peuples, nous montrerons que nous sommes*

2 Dans le compte-rendu officiel du Congrès, ce passage est sensiblement distinct : « *Hervé dit que la patrie est une patrie des classes dominantes et n'intéresse pas le prolétariat. On peut trouver une idée identique dans le Manifeste communiste, où il est dit : Le prolétariat n'a pas de patrie. Mais les élèves de Marx et Engels ont déclaré qu'ils n'étaient plus de l'avis du Manifeste, et ils ont pris une attitude positive au cours des dernières années, dans les questions européennes qui ont un intérêt national. Nous ne combattons pas la patrie en elle-même. La patrie appartient plus au prolétariat qu'aux classes dominantes. Nous luttons contre les situations qui existent dans cette patrie et qui ont été créées dans l'intérêt de ces classes dominantes.* »

3 Ce passage ne figure pas dans le compte-rendu officiel.

*capables de nous opposer. Mais si vous nous demandez de voter la motion d'Hervé ou la conclusion de la résolution de Nancy, nous n'accepterons pas. Notre résolution peut cependant recevoir des amendements. »*⁴

La parole fut alors immédiatement donnée à Hervé, que les délégués étrangers attendaient avec une certaine curiosité. Mais ceux qui s'attendaient à ce que notre camarade français soutînt une thèse avec logique et conséquence furent rapidement détrompés. Au lieu de combattre les arguments qu'on lui opposait de toutes parts, Hervé se contenta d'affirmer, d'une part, que l'origine de son antimilitarisme résidait dans l'éternelle menace de guerre sous laquelle la France avait vécu ces dernières années et, d'autre part, de critiquer la tactique des socialistes allemands. C'était une thèse facile et quelque peu démodée. Aussi Hervé chercha-t-il à la rendre amusante en l'exagérant. « *Vous êtes une machine à voter et à cotiser* », dit-il en s'adressant aux camarades allemands. « *Voter ! Mais ce n'est pas une chose si mauvaise – répliqua plus tard Bebel. – Quant à cotiser, nous regrettons de ne pouvoir cotiser encore davantage, car nous serions alors encore plus utiles à nos camarades de l'étranger.* »⁵ Cette réplique provoqua l'hilarité et des applaudissements unanimes, en particulier de la délégation française et notamment de la part de Jaurès. En effet, personne n'avait oublié que le seul quotidien de nos amis de France, l'*Humanité*, avait reçu, lors de la crise qui menaçait son existence, vingt-cinq mille francs de la part des camarades allemands. Mais revenons au discours d'Hervé. Il déclara que sa propagande avait eu en France un succès « *que j'ose qualifier de redoutable. J'ai pu dire partout qu'en cas de guerre, les réservistes ne marcheraient pas. À Nancy, un septième du congrès m'a approuvé* ». ⁶

Poursuivant, il ajouta : « *En vérité, le gouvernement français sait pertinemment qu'il ne peut compter sur les ouvriers. En menant cette propagande, camarades allemands, c'est en vous que nous avons placé notre confiance. Forts de l'autorité que nous confère notre tradition française, nous avons cru que notre exemple vous toucherait et que vous cesseriez enfin d'ergoter sur la formule de Marx : « Travailleurs de tous les pays, unissez-vous ! » Et qu'observons-nous aujourd'hui ? Je ne me berçais pas d'illusions, mais, quoi qu'il en soit, votre quiétude m'a pétrifié. Vous êtes une merveilleuse machine à voter et à cotiser. Vous pouvez vous élever aussi haut qu'il vous plaît dans les nuées de la pensée. Mais vous ne savez point vous dresser contre un gouvernement. Autrefois, nul ne redoutait la prison. Aujourd'hui, vous vous êtes embourgeoisés. Le courage vous a quittés. Si une guerre éclatait entre la France et l'Allemagne, et si votre gouvernement refusait l'arbitrage, que feriez-vous ? Répondez sans métaphysique. Il me semble que, tout comme en France, lorsque le pape Guesde a parlé – je le nomme ainsi en toute amitié –, quelqu'un s'empressait de répondre : Amen. De même, beaucoup d'entre vous se soumettent au kaiser Bebel – je le désigne également ainsi en toute amitié. Je crains que votre Internationale ne soit qu'une façade si vous n'avancez pas résolument. N'engourdissez pas nos efforts, ne les rendez pas vains. Si vous marchez avec votre kaiser, vous marcherez contre les communes insurgées où flottera le drapeau rouge.* »⁷

Avec les orateurs qui lui succédèrent, le débat fut ramené sur son véritable terrain. [Troclét](#), délégué belge et métallurgiste, formula cette juste observation : « *L'idée hervéiste procède en réalité d'un milieu petit-bourgeois, celui des paysans de l'Yonne ; elle ne procède point de l'idée prolétarienne. Le prolétariat se rattache à la question de la propriété, et non à celle de la guerre. La suppression de la guerre est également le but de nombreux bourgeois ; ce n'est donc pas une idée si avancée.* »⁸ Il fit ensuite remarquer qu'Hervé lui-même avait dû apporter de nombreuses « retouches » à sa propre thèse. « *De réserve en réserve, il se*

4 Ce passage ne figure pas dans le compte-rendu officiel.

5 Dans le compte-rendu officiel : « *Hervé a dit du parti social-démocrate allemand, que c'est une vulgaire machine à voter et à cotiser. Je ne parle pas de nos votes, car vous votez comme nous. Quant aux caisses bien remplies, j'estime qu'elles ne constituent pas un défaut. (...) Nos camarades des autres pays savent même que nous ne cotisons pas toujours dans notre intérêt. Nous avons même eu très souvent le plaisir de mettre notre machine à cotisation au service des partis plus faibles. (...) Nous espérons même qu'à l'avenir, notre machine à cotiser pourra encore donner plus* »

6 Dans le compte-rendu officiel : « *Nos idées, même sous notre forme outrancière et simpliste, ont obtenu un gros succès, même redoutable, car j'ai conscience de mes responsabilités. En toutes nos villes de France, j'ai pu, même devant des bourgeois, défendre mon idéal antimilitariste, et cela sans être mis en pièces. N'est-ce pas prodigieux ? La septième partie du congrès de Nancy m'a donné raison !* »

7 Dans le compte-rendu officiel : « *Je vous pose la question : Si le gouvernement français, désarmé moralement par nous, implorait un arbitrage international et si l'état-major allemand refusait, que feriez-vous, social-démocrates allemands ? Que feriez-vous, si l'on envahissait la Pologne pour vaincre la révolution russe ? Je crains que vous suiviez trop Bebel, comme certains, chez nous, répondent : « Amen » au pape Guesde. De même, quand ici votre Kaiser a parlé. (Rumeurs.)* »

*trouvera peut-être un jour à l'aile droite du parti. »*⁹ Troclet répéta enfin l'argument avancé par Guesde à Nancy : le succès de l'hervéisme constituerait une prime d'encouragement pour les pays les plus arriérés. Les nations les plus avancées du point de vue socialiste se trouveraient alors en état d'infériorité face à des nations plus arriérées, mais militairement plus puissantes.

Vaillant, qui prit le premier la parole lors de la deuxième séance de la commission, écarta d'emblée toute confusion entre la résolution de Nancy et celle que soutenait Hervé. Contrairement à ce dernier, il rendit hommage à la puissance d'organisation du Parti socialiste allemand. Il combattit également l'antipatriotisme tel que le concevait Hervé. *« Les nations sont un fait et elles sont aussi un élément nécessaire au développement de l'Internationale (Applaudissements). Laisser toucher à une nation, c'est laisser atteindre l'Internationale. Il faut maintenir l'intégrité morale et physique de chaque nation, mais chacune doit collaborer à maintenir l'intégrité morale et physique de l'Internationale, qui devient de plus en plus une réalité. Nous sommes des patriotes de l'Internationale (Bravo). Je suis patriote pour chaque nationalité dans l'Internationale. Je ne sais à qui je donnerais la préférence, s'il fallait choisir un champion des libertés modernes... peut-être à l'Angleterre (Rires). »*

« Eh bien ! Je dis qu'il n'est pas de problème plus pressant que de maintenir et défendre chaque nationalité en empêchant la guerre. (Applaudissements.) En cas d'alerte, de conflit, nous voulons que le Bureau de l'Internationale avise, en notre nom, pour faire obstacle au conflit. Or, il importe que cette intervention aboutisse. Mais il faut préparer les forces du prolétariat à se manifester, ainsi que le voulait Lassalle. Ce qui est possible sur un point ne l'est pas sur l'autre, mais peut être préparé. C'est pourquoi l'Internationale doit déterminer ses moyens d'action nécessaires. Dans tel cas, l'agitation parlementaire peut suffire. Dans d'autres circonstances, il faut aller jusqu'à une action plus décisive, à un mode d'action combiné d'agitation populaire apte à empêcher les conflits et les guerres. C'est des faits mêmes que sortiront les moyens d'exécution. On objecte que des inconvénients pourraient surgir dans certaines nationalités. Peu importe le texte. Nous ne tenons qu'à la chose. Sous l'empire français, on a trouvé les formules nécessaires pour tout dire. Il faut que l'Internationale ne soit plus une force immense, mais latente et les bras ballants, assistant, impuissante, aux événements, mais soit la force vivante qui sache faire reculer nos ennemis, jusqu'au jour où elle pourra les anéantir. (Applaudissements.) »

Jaurès, prenant aussitôt la parole, soutint la thèse de Vaillant. Lui aussi tenait avant tout à démontrer le simplisme dont était empreinte la thèse hervéiste. La conception qu'Hervé se faisait de la patrie ressemblait fort, observa Jaurès, à la conception qu'avaient les ouvriers des machines lors de leur introduction dans l'industrie. Ils les brisaient. Mais, plus tard, ils comprirent qu'ils devaient s'en servir pour leur propre émancipation. Et voici qu'Hervé voudrait anéantir la patrie, alors qu'elle doit être conquise, afin que le prolétariat puisse l'utiliser pour son affranchissement. Après cette mise au point, Jaurès aborda le fond de la question. L'action socialiste est-elle en mesure d'empêcher ou de réduire les risques de guerre, et si oui, par quels moyens ?

« L'essence du capitalisme, dit Jaurès, est de produire des guerres. C'est la loi d'airain de la guerre, mais le socialisme international peut y mettre le holà. Il dépend du prolétariat de tenir en échec les forces de brigandage et de conflit. C'est d'autant plus facile que le mobile capitaliste des guerres apparaît mieux à découvert. Tant que les nations ont eu besoin de la force sous le prétexte d'unité nationale, telle l'Italie et l'Allemagne, des raisons nationales ont pu couvrir des combinaisons gouvernementales, mais maintenant que les grands peuples d'Europe sont constitués, il n'y a plus que des guerres capitalistes, et il dépend du prolétariat de briser la loi d'airain de la guerre. Le prolétariat serait criminel s'il hésitait. Ne dites pas qu'il y a déviation de la lutte des classes. Le capitalisme n'est pas un Dieu enfermé dans son sanctuaire. Il faut

8 Dans le compte-rendu officiel : *« Camarade Hervé, votre antipatriotisme est petit bourgeois. Le prolétariat doit lutter historiquement d'après le génie de sa race, sur le terrain de la lutte des classes, et il ne doit pas se laisser dévier de son but. Il est plus facile de songer à la suppression de la guerre qu'à l'appropriation collective des grands moyens de production (bravos). Allez donc faire des collectivistes dans votre Yonne ! Les bourgeois ont beaucoup d'ailleurs plus peur des socialistes, qui veulent établir la nationalisation du sol et de l'industrie, que de ceux qui rêvent de supprimer la guerre. »*

9 Dans le compte-rendu officiel : *« Hervé parle de grève militaire et d'insurrection. Mais, chose bizarre, il ne va plus aussi loin dans son ordre du jour que dans son livre. Reculeriez-vous comme votre prédécesseur, l'ancien pasteur hollandais, qui a renié, lui, la grève militaire ? Que ferez-vous donc dans 10 ans ? Serez-vous à la droite du parti ? »*

l'atteindre dans tous ses organes et dans toutes ses manifestations. Quand nous poursuivons notre action militariste, quand nous osons entreprendre une politique réformiste, nous attaquons, au cœur, le capitalisme.

« Bebel, dans son discours inaugural, poursuit Jaurès, a passé en revue toutes les victoires de notre parti. Il serait extraordinaire après cela de dire que nous sommes sans influence contre la guerre. Nous ne vous demandons aucun moyen nouveau. Nous vous demandons de mettre au service de l'antimilitarisme la force politique et parlementaire du prolétariat. Mais l'action parlementaire ne suffit plus au prolétariat, dans aucun domaine. Il veut fortifier cette action par la sienne propre, qu'il s'agisse de conquérir le suffrage universel ou de briser le tsarisme. La classe ouvrière veut intervenir, agir elle-même. Le prolétariat veut être l'acteur de son propre drame. Nous n'innovons donc rien en demandant d'appliquer, à l'écrasement de la guerre, les moyens d'action que le génie ouvrier a créés. »

Au demeurant, ces moyens avaient été admis également par le Parti socialiste allemand. Jaurès rappela la décision du congrès d'Iéna, selon laquelle le prolétariat allemand recourrait plutôt à la grève générale que de se laisser dépouiller du suffrage universel. Cette menace fut de nouveau évoquée par [Kautsky](#) et Bebel lorsque le bruit courut que l'armée allemande entrerait en Russie pour sauver le tsarisme face à la révolution.

Vollmar, qui prit la parole après Jaurès, observa que Kautsky n'avait exprimé qu'une opinion personnelle – affirmation qui, comme on le verra, devait être démentie. Mais Vollmar était également convaincu de la nécessité de frapper le militarisme, sans toutefois voir d'autres moyens de lutte que ceux employés jusqu'alors.

Au cours de la troisième séance de la commission, intervinrent Vandervelde, Adler et Rosa Luxemburg. Le premier se prononça en faveur de la résolution Vaillant-Jaurès, mais avec les amendements qui la rendraient également acceptable pour les socialistes allemands. Rosa Luxemburg répliqua à Vollmar. Ce n'était point Kautsky, dit-elle, qui avait émis un avis personnel, mais bien Vollmar, et la preuve en était que tout ce que ce dernier avait avancé au congrès d'Iéna contre la grève générale avait été unanimement rejeté. Un changement s'était opéré dans la tactique allemande, et cela non sous l'influence d'on ne sait quel anarchisme, mais grâce aux événements de Russie, où la grève générale avait été mise à l'épreuve.

Le discours d'Adler fit une impression profonde sur l'assistance. Il était à la fois une ardente défense de la tactique socialiste allemande et une critique systématique de l'antimilitarisme français. Il expliqua d'ailleurs pourquoi les Français critiquaient les Allemands : parce qu'en France, l'action ouvrière proprement dite était faiblement organisée. *« Jaurès a dit, observa Adler, qu'à l'action parlementaire il faut ajouter l'action populaire directe. En Autriche, nous avons commencé par cette dernière et nous avons acquis le pouvoir d'inaugurer la première. Les députés peuvent accomplir beaucoup de choses utiles, mais la véritable force réside dans le prolétariat qui se tient derrière eux. L'essentiel n'est point de dire ce que nous ferions dans l'avenir. L'essentiel, c'est notre action continue. Si vous voulez la paix, préparez-vous à la guerre. »*¹⁰

De la quatrième séance, il convient de retenir la déclaration des Anglais, qui firent observer que chez eux la question militariste se posait autrement que dans les pays du continent. En Angleterre, il existe une armée salariée, mais là aussi elle commençait à passer du côté des masses. Lors de la grève de Belfast, la plupart des soldats avaient tiré en l'air. [Weiss](#), délégué des syndicats révolutionnaires italiens, se prononça pour la résolution Hervé. Au cours de cette même séance, Bebel prit de nouveau la parole pour répondre aux objections qui lui avaient été faites. Il démontra qu'Hervé méconnaissait l'histoire du Parti socialiste allemand lorsqu'il affirmait que les socialistes allemands, courageux autrefois quand Bebel et [Liebknecht](#)

10 Dans le compte-rendu officiel : *« Jaurès a dit qu'aujourd'hui nous devrions faire plus qu'hier, que nous devons ajouter, à l'action parlementaire, l'action extra-parlementaire. Nous, en Autriche, nous nous trouvons dans la situation inverse. Nous commençons seulement à ajouter l'action parlementaire à l'action extra-parlementaire, et quelle que soit mon admiration pour la valeur parlementaire des camarades allemands, je dois dire que si les efforts de la social-démocratie allemande reposaient seulement sur les actes d'héroïsme de la fraction socialiste, nous serions de bien pauvres diables. Nous insistons le plus sur ce que nous devons faire aujourd'hui, et nous attachons très peu d'importance à ce que nous devons faire dans un cas déterminé, dont les circonstances ne peuvent pas encore être déterminées. Le mot : Si vis pacem para bellum a reçu aujourd'hui une autre signification que celle des classes dominantes. »*

purgeaient en prison leurs idées internationalistes, avaient perdu ce courage aujourd'hui. C'était une profonde erreur. À cet instant même, trois journalistes socialistes étaient encore incarcérés et, après la Russie, c'étaient les socialistes allemands qui avaient subi le plus grand nombre d'années de prison. Mais sa réplique fut surtout intéressante dans la partie où il examina la possibilité d'une guerre future. Que peut faire la classe ouvrière face à une déclaration de guerre ? se demandait-il. L'Allemagne est le pays le plus militariste.

L'orateur rappela l'année 1870, la victoire allemande et les cinq milliards d'indemnités. L'Allemagne est aujourd'hui l'une des nations les plus industrielles. Si une guerre éclatait, elle entraînerait une énorme crise intérieure. Que se passerait-il ? Assurément, une telle guerre serait la dernière, car elle emporterait avec elle la société capitaliste elle-même. Elle ferait pour la révolution sociale plus que nous ne pourrions tous faire. Les dépenses militaires avaient triplé depuis 1870. Chaque jour de guerre coûterait 40 millions. Bebel montra ensuite les conséquences de la mobilisation de 6 millions d'hommes en Allemagne et de 3 millions et demi en France. *« Que se passera-t-il quand tant de millions d'hommes quitteront leurs foyers et leurs usines ? Ce serait une crise sociale et industrielle effroyable. Ne ressemblerait-elle pas à une grève générale ? Si la bourgeoisie n'a pas déclaré la guerre jusqu'à présent, c'est qu'elle a peur. Laissons donc les moyens, question secondaire. Si nous pouvions choisir les moyens, nous pourrions agir dès maintenant. Ayez confiance en nous, nous serons à la hauteur de la situation. »*¹¹

Lors de la cinquième séance de la commission, prirent la parole les délégués de l'Angleterre, de la Suède, de la Roumanie, des Pays-Bas, de l'Italie, de la Norvège, de l'Argentine et de l'Amérique. Une sous-commission de quinze membres fut élue pour élaborer une résolution qui répondît à l'esprit général manifesté au cours des débats. Dans la dernière séance de la commission, le vendredi, cette résolution fut présentée et adoptée à l'unanimité. Vandervelde fut chargé, au nom de la commission, de l'exposer et de la défendre en séance plénière le samedi matin. Sur la proposition du président [Singer](#) et après le discours de Vandervelde, elle fut votée par acclamations générales. Nous donnons par ailleurs [le texte de cette résolution](#), qui devient ainsi générale et obligatoire pour les organisations de tous les pays.

11 Dans le compte-rendu officiel : *« D'après une déclaration du chancelier Caprivi, faite en 1893, l'Allemagne, en cas de guerre, devrait convoquer sous les armes tous les hommes valides, soit : six millions d'hommes, dont environ deux millions de socialistes. La France disposerait de 4 millions 1/2 de soldats. Où trouverions-nous alors les hommes pour faire la grève générale ? Quatre millions de familles seraient dans le plus grand besoin, et elles souffriraient plus de cet appel sous les armes, que de la grève générale.(...) C'est la seule crainte du socialisme qui l'a empêchée de la déclarer (très vrai). Si jamais pareille situation se présente, il ne s'agira plus d'insurrection et de grève de masses : le monde civilisé changera complètement de face. Comme nous sommes sûrs de cette éventualité, nous n'avons pas à nous disputer sur les moyens que l'on utilisera à ce moment. (...) Ouvrons donc les yeux, veillons à l'éclaircissement des cerveaux et au moment décisif, nous trouverons également les hommes qui trancheront la question d'une manière décisive. »*

III.

Une autre question qui suscita de vives discussions, intéressantes et riches d'enseignement, surtout pour nous Roumains, tant dans les commissions qu'en séance plénière, fut celle des rapports entre les syndicats et les partis socialistes. Nous regrettons que, faute de place, nous soyons contraints de ne donner qu'un résumé des différentes opinions exposées. Les divergences de vues sur cette question apparaissent lorsqu'il s'agit de déterminer le mode de coexistence entre les syndicats et les partis socialistes. Il y eut cependant accord unanime sur le principe que le mouvement syndical, tout en demeurant sur le terrain propre de la lutte économique, doit être constamment imprégné de l'esprit socialiste. Pour sceller encore mieux cette volonté, la commission compétente vota à l'unanimité la proposition du délégué tchèque, le camarade Nemec, qui condamnait « *l'esprit corporatif égoïste des syndicats qui oublie qu'ils sont des organisations de classe, et non de tel ou tel métier ou corporation* ». ¹²Toute la discussion tourna autour de la question de savoir comment renforcer l'esprit socialiste dans les syndicats sans entraver leur unité, sans faire obstacle, en d'autres termes, à l'entrée dans ces organisations de classe des travailleurs qui ne sont pas des socialistes accomplis. Une place particulière doit cependant être accordée à la décision de la majorité française, qui proposa l'autonomie absolue du mouvement syndical, étant donné qu'en France il existe un antagonisme entre le Parti socialiste et la Confédération générale du travail, laquelle se croit beaucoup plus avancée comme organisation socialiste que le parti. Imposer l'union de ces deux mouvements eût signifié provoquer des divisions au sein de la confédération. On jugea donc plus opportun, face à ce cas particulier et probablement temporaire, de ne rien modifier à la résolution adoptée, qui convient à tous les autres pays.

Mentionnons encore deux résolutions qui, bien que ne différant pas sensiblement de celle qui fut adoptée, visaient néanmoins à en renforcer la portée. D'abord, la résolution de la minorité américaine et de la minorité belge, qui exigeaient que les syndicats fussent placés sous la dépendance déterminée du parti. Une telle subordination du mouvement syndical fut considérée comme nuisible au développement syndical, lequel doit conserver son indépendance dans ses affaires propres et ne marcher aux côtés du parti que sur les questions d'intérêt commun.

Cette conception fut formulée plus clairement par les Autrichiens, dont la résolution fut adoptée par tous les délégués, avec la minorité belge et à l'exception de la majorité française. Le texte de cette résolution se trouvera plus loin. Mais pour en montrer l'importance, nous reproduirons une partie du discours du camarade Beer, qui fut chargé de la soutenir au nom de la commission devant le congrès.

« Rapport du camarade Beer, de Vienne : Il est nécessaire d'éclaircir cette question devant le congrès international, parce qu'elle est mal comprise dans différents pays et parce que les malentendus engourdissent le mouvement ouvrier et entravent son déploiement plus énergique. Autant il est nécessaire d'insister sur le fait que le mouvement syndical doit être indépendant, autant il faut dire résolument : les syndicats et le parti ont le devoir de se compléter. Car seuls les syndicats qui se placeront sur le terrain de la lutte de classe et qui veilleront à ce que la socialisation des moyens de production soit réalisée accompliront une œuvre utile au service du prolétariat. (Bravo !) Le mouvement syndical qui se contente de procurer aux travailleurs un plus gros morceau de pain et qui n'entrevoit son but ultime que dans l'augmentation du salaire et la diminution des heures de travail n'accomplira pas, à mon avis, sa mission dans la lutte pour l'émancipation de la classe ouvrière. (Bravo !) Les membres des syndicats doivent être pénétrés de la conscience de la lutte de classe et doivent devenir de véritables socialistes. Je ne vois aucune contradiction entre un tel mouvement syndical et le parti. En ce sens, la lutte syndicale devient une lutte de classe. Le syndicat ne doit pas se contenter de rendre plus supportables les chaînes du capitalisme ; il doit préparer les ouvriers aux luttes plus grandes et plus importantes, dans lesquelles ils briseront et fracasseront ces chaînes. Malheureusement, il existe encore des syndicats qui ne reconnaissent pas le problème qui leur est posé. Je crois que l'entente entre les syndicats et le parti politique s'établira lorsque les camarades du parti se mettront au service du mouvement syndical et lorsque ceux du mouvement syndical agiront au sein du parti, comme cela se passe en Autriche. Nous avons toujours vécu paisiblement, sans aucun malentendu, forts de l'union personnelle. Les hommes de confiance des syndicats siègent au conseil du parti et les dirigeants du parti se trouvent à la tête des syndicats. De là, ce contact si nécessaire, qui ne donne lieu ni à des malentendus ni à des discussions stériles. Mais lorsque des

¹² Ce passage ne figure pas dans le compte-rendu officiel.

discussions surgissent sur des désaccords entre le parti et les syndicats, elles doivent être animées par l'esprit de fraternité et de camaraderie. En rabaissant les personnes, on éloigne très facilement les unes des autres tant les personnalités que les différents courants au sein du mouvement. »¹³

Après que le rapport eut résumé les débats des quatre séances de la commission et après une courte discussion, la résolution de la commission fut adoptée par le congrès par acclamations.

La question coloniale donna lieu à de vives discussions. La majorité allemande de la commission, conduite par [David](#), eût souhaité une résolution qui, tout en flétrissant la politique coloniale de la classe capitaliste, laquelle n'est qu'« *une politique de rapine* » et de conquête, l'application éhontée du droit du plus fort foulant aux pieds les droits des peuples vaincus, déclarât « *qu'elle ne condamne pas en principe et pour tous les temps toute politique coloniale* ». Cela parut aux délégués une concession masquée aux tendances coloniales. Pour les temps où nous vivons, il ne saurait exister d'autre politique que celle pratiquée par le régime capitaliste. La discussion, transportée au sein du congrès, entraîna le rejet de la résolution de la commission et l'adoption, au milieu d'acclamations bruyantes, de la résolution de la minorité. En ce qui concerne le texte de cette résolution, ainsi que celui de la troisième question à l'ordre du jour, celle de « *l'émigration et de l'immigration* », nous renvoyons les lecteurs à l'article sur ce sujet dans ce numéro de la revue.

Le congrès discuta également la question de l'égalisation du droit de vote des femmes avec celui des hommes et adopta en outre, après sept jours de travaux, lors de sa dernière séance, le samedi matin, par acclamations et à l'unanimité :

1) [La résolution](#) proposée par le Bureau socialiste international, par laquelle le congrès exprime sa protestation et son indignation contre la politique odieuse du gouvernement roumain.

2) Un salut fraternel aux martyrs de la révolution russe.

3) Une motion de sympathie pour les camarades américains Moyer, Haywood et Pettibone, qui ont payé de leur liberté leur dévouement à la cause prolétarienne.¹⁴

Il était deux heures de l'après-midi lorsque commencèrent les discours de clôture. Les Allemands saluèrent la dispersion des délégués en entonnant la « *Sozialistenmarsch* ». Les Français et les délégués des autres pays répondirent par « *L'Internationale* ». Et pour finir, un chœur improvisé de Russes, de Polonais, de Tchèques, de Finlandais et de Bulgares fit retentir au milieu de la salle l'admirable hymne « *Le Drapeau rouge* ».

13 Dans le compte-rendu officiel : « *Je n'entends pas m'occuper beaucoup de détails. Ce que nous discutons ici, ce sont des tendances. En Allemagne, les rapports entre les syndicats et les partis sont devenus excellents, contrairement à ce qui se passe actuellement en France. En Autriche, nous n'avons pas de système aussi unitaire qu'on le pense. Nous avons une organisation syndicale séparée du parti, mais les rapports étroits avec le parti sont assurés par le fait que les militants syndicaux sont tous des militants du parti, et que le parti favorise le mouvement syndical. Nous ne sommes pas des socialistes sentimentaux. Nous sommes des socialistes pratiquants. Nous considérons le syndicat comme un auxiliaire du socialisme, et nous croyons que la division de notre mouvement en action politique et en action syndicale est nécessaire. Néanmoins, le même esprit doit régner dans les deux organisations, mais nous n'entendons pas suivre nos amis de Belgique, lorsqu'ils paraissent préconiser les fusions de l'organisation économique et de l'organisation politique du prolétariat. Le parti et les syndicats doivent être des organismes de même valeur, ayant les mêmes droits. Le parti ne doit pas commander et traiter les syndicats en sous-ordres. D'autre part, les syndicats ne doivent pas commander et considérer le parti comme leur subordonné : une entente doit exister. Les syndicats s'amoindriront s'ils se subordonnaient au parti, et, en devenant de simples organisations de propagande politique, ils manqueraient à leur rôle fondamental, qui est d'améliorer immédiatement la condition des travailleurs. Nous sommes des socialistes de conviction, qui estimons que l'école syndicale est nécessaire; mais nous croyons également que les travailleurs ne doivent pas rester dans l'état de misère dans laquelle ils sont plongés aujourd'hui. L'union personnelle nous paraît un excellent moyen d'entente en Autriche. Il est des leaders syndicaux qui sont membres de la direction du parti et des socialistes bien connus qui siègent au sein de la Centrale syndicale. »*

14 Il s'agit des dirigeants syndicaux Charles Moyer (président de la Western Federation of Miners), William « Big Bill » Haywood (secrétaire de la Fédération) et George Pettibone, arrêtés en février 1906 et jugés en 1907 pour le meurtre de l'ancien gouverneur de l'Idaho. Ils furent finalement acquittés par la suite.

IV.

Avant de clore ce compte rendu sommaire du congrès de Stuttgart, je dirai quelques mots sur l'activité et l'attitude de la délégation roumaine, composée des camarades Alexandru Constantinescu, N. D. Cocea, Andrei Ionescu et moi-même, élus par la deuxième Conférence de Galați. À Stuttgart, nous reçûmes l'accueil le plus fraternel de la part de tous les délégués, et en particulier des camarades allemands. La presse socialiste de tous les pays avait déjà informé l'Internationale ouvrière de nos luttes et des persécutions sauvages déchaînées contre le socialisme roumain. Il était de notre devoir de nous montrer dignes de cette confiance, non seulement en prenant une part active aux travaux du congrès, mais aussi en profitant de l'atmosphère bienveillante créée autour de nous pour nouer des relations durables avec les organisations socialistes des autres pays et pour faire mieux connaître notre mouvement à l'étranger. Nous répartîmes notre tâche de la manière suivante : le camarade Constantinescu fut désigné pour la commission qui traita des relations entre les syndicats et le parti. Il adhéra, en notre nom, à la résolution autrichienne du camarade Beer, en démontrant simultanément, par des exemples tirés du mouvement ouvrier roumain, tant syndical que corporatif, les conséquences désastreuses que peut avoir pour le mouvement le contact avec les partis bourgeois. Il cita, comme exemple, la tentative de corruption faite par le gouvernement libéral actuel pour attirer les syndicats de son côté. Ce n'est que par une éducation purement socialiste que les syndicats seront en mesure d'échapper à toute usurpation.

Le camarade Cocea, secrétaire de notre délégation, nous représenta dans la commission sur « l'émigration et l'immigration ». Il mit les délégués étrangers au courant du caractère forcé de l'émigration des travailleurs juifs de Roumanie, persécutés et expulsés à toute tentative d'indépendance et de solidarité avec leurs camarades ouvriers roumains. Et cela bien que les Juifs remplissent toutes les obligations et devoirs imposés aux autres citoyens roumains, y compris le service militaire. Ce cas, anormal et unique en son genre, a engendré cette émigration dont les effets se sont fait sentir aussi bien en Europe qu'en Amérique.

Le camarade Andrei Ionescu représenta notre délégation dans la commission coloniale, votant en notre nom la résolution de la minorité allemande, que nous votâmes également en séance plénière, pour la simple raison que la Roumanie, qui n'a pas de colonies, est elle-même considérée comme une sorte de colonie, comme tous les pays balkaniques d'ailleurs, par les grandes puissances. C'est pourquoi nous avons voté contre le principe de la politique coloniale.

Je représentai la délégation roumaine dans la commission antimilitariste. Le texte de mon discours a été publié dans la « Roumanie Ouvrière ». Je me borne à dire ici que je donnai ma voix à la motion allemande avec les amendements proposés par la délégation russe¹⁵. Je représentai également la délégation roumaine au Bureau socialiste international. Deux jours encore avant l'ouverture du congrès et lors de la première séance du Bureau, je mis nos camarades au courant du cours des événements en Roumanie, chose d'ailleurs sans grand intérêt puisque tous les détails étaient connus par les journaux. J'attirai seulement l'attention sur le fait que, parmi les faits connus, il convenait de distinguer ceux qui présentent un caractère purement intérieur et dont le Bureau n'a pas à tenir compte, comme le sont les nombreuses illégalités commises quotidiennement par le gouvernement contre nous, socialistes roumains. En ce qui concerne ces abus, nous ne plaçons aucun espoir et ne demandons rien à nos camarades étrangers. Mais il est une autre face des persécutions réactionnaires en Roumanie qui touche directement aussi le mouvement des autres pays : c'est l'état tout à fait anormal dans lequel est tenue une population entière, cent mille Juifs, dont la plus grande partie sont des travailleurs et des petits artisans. La Roumanie

15 Comme l'écrit Lénine : « L'appel à ne pas se contenter des seuls moyens parlementaires de lutte, l'appel à l'action en tenant compte des conditions de la guerre future et des crises futures, furent mis en relief par les social-démocrates révolutionnaires et, en particulier, par Rosa Luxemburg dans son discours. De concert avec les délégués de la social-démocratie russe (Lénine et Martov intervinrent dans le même sens sur cette question) Rosa Luxemburg proposa des amendements à la résolution de Bebel, amendements qui mettaient l'accent sur la nécessité de mener la propagande parmi les jeunes, la nécessité de mettre à profit la crise engendrée par la guerre pour accélérer la chute de la bourgeoisie, la nécessité inévitable de prévoir un changement des méthodes et des moyens de lutte à mesure que s'aggraverait la lutte de classe et qu'évoluerait la situation politique. La résolution de Bebel, à l'origine dépourvue de vie, unilatérale parce que dogmatique et influencée par les interprétations proposées par Vollmar, finit ainsi par se transformer en une toute autre résolution. »

est le seul pays où les Juifs ne jouissent pas même des droits que la Russie absolutiste a depuis longtemps accordés à ses Juifs. Chez nous, ils sont considérés comme étrangers, bien qu'ils soient sujets roumains. Mais une distinction s'impose. La question dépend du développement intérieur de la Roumanie, des luttes et du progrès du peuple sur la voie de la liberté et de la tolérance politique. L'égalité politique ne pourra être accordée aux Juifs que par le peuple roumain. Et ici, à nouveau, l'autre aspect de la question présente un danger. Le droit que s'est arrogé le gouvernement roumain d'expulser les Juifs roumains, contrairement à l'esprit des décisions judiciaires qui considèrent ces expulsions comme « inhumaines », crée une armée de véritables sans-patrie, contre leur gré, et qui voient se fermer devant elles, l'une après l'autre, toutes les frontières. Refoulés de la frontière hongroise, bulgare, autrichienne, ces malheureux travailleurs, dont le seul crime est de s'être rangés du côté du prolétariat roumain dans ses luttes d'affranchissement, sont finalement, par supercherie, passés en terre étrangère. Notre gouvernement les fait passer la frontière à la manière d'un véritable contrebandier. En ce qui concerne ces faits avérés, je demande l'avis des camarades des différents pays représentés au Bureau. Le droit d'expulsion du territoire ne peut s'appliquer, au pire, qu'à des étrangers ; en aucun cas, cependant, à une catégorie de citoyens qui ne sont pas des étrangers. Le Bureau chargea une commission composée des délégués roumains et autrichiens de présenter une résolution, inscrivant d'office cette question à l'ordre du jour de la conférence interparlementaire, qui tint ses séances le lundi après-midi, le lendemain de l'ouverture du congrès. Dans la séance du Bureau qui eut lieu le mardi suivant, le président Vandervelde présenta la résolution élaborée par nous, qui fut adoptée à l'unanimité. À partir de ce moment, cette résolution cessa d'être une résolution particulière pour devenir celle du Bureau international tout entier.

Nous liâmes au congrès de Stuttgart une amitié plus étroite avec les camarades des États voisins : Bulgares, Serbes, Hongrois. L'idée des camarades serbes de convoquer une conférence socialiste inter-balkanique où, outre les questions professionnelles, on étudierait également les moyens de vaincre le chauvinisme qui déchire les peuples balkaniques et entrave le développement démocratique et politique de ces pays, fut très bien accueillie. Les organisations serbes de Belgrade furent désignées pour poursuivre les travaux préparatoires dans cette direction, et les camarades hongrois nous donnèrent leur parole qu'ils participeraient à la future conférence socialiste inter-balkanique.

Voici, dans le détail, les travaux du congrès de Stuttgart. Il nous a tracé avec netteté notre ligne de conduite. Il aura un retentissement durable et profond dans le mouvement socialiste et ouvrier de tous les pays. Nous, délégués des pays plus jeunes, nous en avons rapporté cependant un autre enseignement, que je voudrais voir compris de tous les camarades qui n'ont pas eu la chance d'être délégués. Cet enseignement, c'est le besoin que nous avons d'un travail sérieux, méthodique et de longue haleine, afin que nous puissions être dignes de la confiance que les camarades des autres pays nous ont témoignée. Notre mouvement nous fait l'impression de quelque chose de balbutiant quand nous le comparons à celui des autres pays. Il est vrai que nous n'en sommes qu'au début. Mais il dépend de notre volonté, de notre intelligence et surtout de notre tact de rattraper le temps perdu. Nous devons mettre une tension extrême dans l'organisation et l'éducation socialiste des masses ; nous devons bien nous pénétrer de l'idée que nous avons le devoir de nous élever d'abord nous-mêmes, afin que notre action sur les éléments qui nous sont encore indifférents ou hostiles puisse être utile et qu'ils nous comprennent et nous suivent.

En accomplissant cette tâche, nous pourrons nous présenter dans trois ans au congrès de Copenhague et dire, la conscience tranquille, à nos camarades étrangers : « Nous avons fait honnêtement et sans crainte notre devoir, tout notre devoir. »